



Paris, le - 7 MAI 2015

**Le Premier président**

*ch*

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint, aux fins de remise au président de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne, le rapport de certification établi par la Cour des comptes à l'issue de l'audit auquel elle a procédé des comptes du Sénat de l'exercice 2014.

La mission s'est déroulée dans les conditions et délais fixés par l'article 3 de la convention que nous avons signée le 23 juillet 2013 avec votre prédécesseur. Outre sa publication par vos soins, ce rapport fera l'objet d'une mention appropriée dans l'acte de certification des comptes de l'État que la Cour rendra public dans les prochaines semaines.

Au cours des travaux et tests qu'elle a réalisés, la mission constituée à cet effet au sein de la quatrième chambre de la Cour des comptes a vérifié leur conformité, dans leurs aspects significatifs, au référentiel comptable du Sénat, en se référant aux normes de l'audit comptable généralement admises, comme la Cour le fait pour l'ensemble de ses travaux en vue de la certification des comptes de l'État.

Le rapport exprime l'opinion de la Cour sur les comptes de 2014, dans la forme et selon les normes en vigueur. Il complète la synthèse adressée le 7 avril 2015 au secrétaire général de la questure par le président de la quatrième chambre, qui rend compte des travaux de la mission de certification, de ses principaux constats, des ajustements d'ores et déjà pris en compte et de ses recommandations relatives respectivement au contrôle interne et à la tenue des comptes du Sénat.

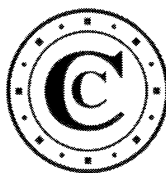
Je saisis cette occasion pour souligner la qualité du travail effectué par les services du Sénat que vous aviez désignés pour être les interlocuteurs de la mission de la Cour.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma très haute considération.

*Didier Migaud*

Didier Migaud

**Monsieur Gérard Larcher**  
Président du Sénat



# **CERTIFICATION DES COMPTES DU SENAT**

## **EXERCICE 2014**

### **RAPPORT DE CERTIFICATION**

La Cour a réalisé un audit en vue de la certification des comptes du Sénat. Cette mission, qui a visé à apprécier la conformité des états financiers au référentiel comptable de cette assemblée, n'a pas porté sur la gestion des moyens, matériels et humains, mobilisés pour assurer le fonctionnement du Sénat, ni sur l'utilisation des versements opérés ou des dotations attribuées par lui.

\*

La Cour, dans sa section « pouvoirs publics constitutionnels » de la quatrième chambre, compétente pour se prononcer sur les rapports d'instruction relatifs à la certification des comptes des assemblées parlementaires, délibérant le 29 avril 2015, sous la présidence de M. Vachia, président de la quatrième chambre, a adopté le présent rapport de certification sur les comptes du Sénat de l'exercice 2014.

Elle a arrêté sa position au vu du compte-rendu des vérifications opérées.

Ont participé au délibéré : M. Vachia, président, MM. Pannier, Maistre, Martin, Rolland et Belluteau, conseillers maîtres.

A été entendu, en son rapport, M. Belluteau, rapporteur du projet, assisté de Mme Dubit, vérificatrice, et de MM. Belobo et Joulin et Mmes Lekehal et Serfaty, experts, au contre-rapport de M. Maistre.

# I- INTRODUCTION

## La mission de la Cour

a) La mission de certification des comptes du Sénat de l'exercice 2014, tels qu'ils sont joints au présent rapport, est la seconde conduite par la Cour des comptes. Celle-ci avait remis en avril 2014, un rapport de certification des comptes de l'exercice 2013.

Elle se déroule conformément à la convention signée le 23 juillet 2013 par le Président du Sénat et le Premier président de la Cour des comptes, qui en définit le cadre et les modalités, et dans le respect des textes auxquels cette convention se réfère : l'article 47-2 de la Constitution (deuxième alinéa) ; l'ordonnance du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires ; l'article 58-5° de la loi organique du 1<sup>er</sup> août 2001 précitée ; l'article 103 du règlement du Sénat.

La mission de la Cour porte sur la qualité des états comptables et leur conformité aux principes fixés par les textes énoncés au paragraphe précédent. Elle n'a pas pour objet d'émettre un avis sur la gestion budgétaire et financière du Sénat, ni sur l'utilisation des versements opérés ou des dotations attribuées par lui.

b) La mission comporte deux phases :

- *une première phase, dite « préliminaire »*, préparatoire à la certification proprement dite, a pour objet d'examiner les procédures et dispositifs en vertu desquels sont établis et suivis les éléments destinés à être repris dans les comptes et les applications de gestion, d'identifier les risques d'erreurs significatives dans les comptes du Sénat et de vérifier la correcte application par les services des principes et procédures établis par le référentiel comptable.

Les vérifications ainsi effectuées poursuivent trois objectifs :

. évaluer les procédures en vigueur, leur adaptation en termes de couverture des risques et de séparation des tâches, ainsi que la pertinence et la bonne articulation des contrôles clés au regard du suivi des risques identifiés et de la qualité des inscriptions comptables ;

. procéder à une revue de la formalisation de ces procédures, à la fois sous l'angle de leur caractère opérationnel pour les services qui ont à les appliquer et de la documentation disponible pour préparer, conduire et rendre compte des vérifications effectuées au titre du contrôle interne ;

. vérifier l'effectivité des procédures décrites et leur efficacité au regard de la qualité des comptes (réalité du contrôle ; modalités pratiques ; mode de révision ; mesures correctives appliquées) ;

- *une seconde phase, dite « finale »*, est consacrée à l'examen des comptes du Sénat pour l'exercice clos. Afin de pouvoir formuler une appréciation motivée sur les états financiers et les documents qui les accompagnent, la Cour, dont les travaux s'inscrivent dans une démarche pluriannuelle, procède notamment aux diligences suivantes :

. la revue analytique des opérations de dépenses et de recettes et de leur traitement dans la comptabilité,

. le rapprochement des balances auxiliaires avec les données de la balance générale ainsi qu'avec les pièces justifiant leur enregistrement dans ces états comptables,

. des tests et vérifications appliqués aux postes comptables du bilan et du compte de résultat,

- . l'analyse des éléments portés hors bilan,
- . la vérification exhaustive de l'information donnée dans l'annexe aux états financiers,
- . des entretiens complémentaires avec le producteur des comptes.

A l'issue de l'audit des comptes de 2013, la Cour avait formulé cinquante-deux recommandations relatives aux opérations préalables à l'élaboration des comptes annuels, qui se rapportent aux différents domaines en lien direct avec les comptes (organisation et modalités du contrôle interne ; systèmes d'information financière ; ressources humaines ; dépenses et recettes ; actifs financiers ; processus de clôture et états financiers).

Les entretiens et les tests auxquels il a été procédé au cours de l'audit des comptes du Sénat de 2014 ont conduit à la levée de vingt-six de ces recommandations. Par ailleurs, dix-neuf autres recommandations ont été précisées pour prendre en compte les progrès d'ores et déjà réalisés sur les points auxquels elles s'appliquent. Au terme de ces travaux, la mission a formulé huit nouvelles recommandations.

### **Les comptes du Sénat et les documents qui les accompagnent**

a) En application du second alinéa de l'article 34 du règlement budgétaire et comptable du Sénat, le Trésorier établit un compte de gestion pour l'exercice clos, qui comporte :

- pour chacune des entités budgétaires du Sénat et pour chaque comptabilité annexe (la caisse des retraites des anciens sénateurs ; la caisse des retraites du personnel du Sénat ; la caisse de sécurité sociale des sénateurs ; la caisse de sécurité sociale du personnel du Sénat) : la balance générale des comptes, le bilan, le compte de résultat ;

- un bilan et un compte de résultat agrégés ainsi qu'une annexe présentant notamment les règles et les méthodes comptables. Ces états sont l'objet de la mission de certification de la Cour des comptes.

b) Les comptes objets du présent audit de certification ne comprennent pas ceux de la *Chaîne parlementaire - Public Sénat*, société de programme créée par la loi du 30 décembre 1999 portant création de *La Chaîne parlementaire*, qui sont certifiés par des commissaires aux comptes. Les comptes du Sénat comportent à l'actif du bilan la valeur de sa participation dans *Public Sénat*.

c) En application de l'article 7 de l'ordonnance précitée n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires, les comptes du Sénat sont distincts du compte général de l'Etat, mais ils sont destinés, une fois qu'ils ont été apurés par la Commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne, à y être intégrés. Il appartient dès lors au teneur des comptes de l'Etat de veiller à ce que les retraitements nécessaires soient effectués de telle manière qu'ils répondent aux exigences du référentiel comptable de celui-ci.

d) Les comptes du Sénat objets de la présente mission intègrent les charges induites pour le Sénat par l'entretien du bâtiment, dont il est affectataire et qui héberge le Musée du Luxembourg, mais pas les charges et produits afférents à l'activité de celui-ci, qui fait l'objet d'une délégation de service public.

e) Les comptes du Sénat de l'exercice 2014 ont bien été transmis à la Cour selon le calendrier initialement convenu : les balances stabilisées le 15 février, le compte de gestion le 15 mars, les comptes agrégés le 20 mars. Leur version définitive, intégrant les ajustements demandés par la Cour, a été communiquée le 7 avril.

Ils comprennent l'ensemble des éléments prévus par l'article 34 précité.

## **La tenue et l'établissement des comptes**

a) Le règlement du Sénat dispose, en son article 103, que le Bureau détermine, par un règlement budgétaire et comptable, les procédures budgétaires et comptables applicables au Sénat. Un arrêté du Bureau du 27 novembre 2007 a adopté le règlement budgétaire et comptable du Sénat issu de la décision de changer le référentiel comptable, suite à l'entrée en vigueur, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2007, de la loi organique relative aux lois de finances du 1<sup>er</sup> août 2001. Enfin, un arrêté du Bureau du Sénat du 13 mai 2008 a approuvé le règlement précité et son annexe relative au référentiel comptable.

b) Le règlement budgétaire et comptable définit, dans son préambule, que le référentiel comptable du Sénat « se fonde sur le plan comptable général et ne se distingue des règles applicables aux entreprises, en raison des spécificités de l'action et du patrimoine du Sénat, que par référence aux normes comptables de l'Etat ».

Un traitement spécifique a été retenu pour les immobilisations, au titre desquelles les immeubles historiques du Sénat, dits « spécifiques », sont comptabilisés - comme tous les immeubles spécifiques de l'Etat - à l'euro symbolique ; pour leur part, les engagements sociaux font l'objet d'une mention dans l'annexe aux états financiers, ainsi que l'autorise la recommandation n° 2003-R.01 du Conseil national de la comptabilité du 1<sup>er</sup> avril 2003.

c) En vertu de l'article 34 du règlement budgétaire et comptable, le compte de gestion est présenté aux Questeurs, qui le transmettent à la Commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes.

## **L'objet de la certification**

a) La mission d'audit vise à mettre la Cour des comptes en situation de certifier, avec une assurance raisonnable, que les états financiers qui figurent dans les comptes présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs et conformément au référentiel comptable, la situation financière du Sénat à la clôture de l'exercice et le résultat de ses opérations comptables pour l'exercice clos à cette date.

b) Elle a été programmée et mise en œuvre de telle façon que la Cour soit en mesure, conformément aux dispositions des articles 1 et 2 de la convention précitée, de formuler dans son rapport de certification, en se référant aux normes de l'audit comptable généralement admises, « une opinion écrite et motivée sur la conformité des comptes du Sénat, dans leurs aspects significatifs, au référentiel comptable du Sénat ».

Les normes d'audit auxquelles la Cour se réfère impliquent l'utilisation de critères et de procédures d'audit relatifs aux flux d'opérations, aux soldes des comptes en fin de période, ainsi qu'à la présentation et aux informations fournies dans les états financiers. La Cour fonde son jugement professionnel en appréciant l'intensité et le nombre des difficultés rencontrées.

## **L'expression de la position de la Cour**

Conformément à l'article 3 de la convention du 23 juillet 2013 précitée, la Cour exprime son opinion dans un rapport de certification qu'elle transmet au Président du Sénat aux fins de remise au Président de la Commission spéciale précitée.

Le rapport de certification est publié par le Président du Sénat.

Il est par ailleurs fait mention de la réalisation de l'audit et de ses conclusions dans l'acte de certification des comptes de l'Etat établi par la Cour en application du 5° de l'article 58 de la loi organique du 1<sup>er</sup> août 2001 précitée.

## **Les comptes du Sénat en 2014 : environnement et perspectives**

Depuis que le Bureau a procédé au réaménagement du référentiel comptable du Sénat à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2007, le contenu et la présentation des comptes ont été progressivement précisés et améliorés.

S'agissant des comptes de l'exercice 2014, plusieurs modifications ont été, à la demande de la Cour, effectuées dans les comptes provisoires ou introduites dans l'annexe aux états financiers. Ces corrections techniques concernent notamment l'amélioration de la méthode utilisée pour déterminer le montant de certaines charges à payer et l'ajout ou la précision de certaines mentions figurant dans l'annexe aux comptes.

\*

## **II- L'OPINION DE LA COUR SUR LES COMPTES DU SENAT DE 2014**

Au terme des vérifications auxquelles elle a procédé, la Cour estime avoir collecté les éléments probants nécessaires pour fonder son opinion sur les comptes du Sénat de l'exercice 2014.

Pour conduire les travaux de certification, la mission d'audit a notamment pu prendre connaissance des règles de tenue et d'établissement des comptes du Sénat, des livres comptables et mandats justifiant les opérations et les soldes comptables qui y figurent et nécessaires à l'exercice de ses travaux, des dispositifs et procédures concourant au contrôle interne comptable et financier et elle a eu communication des documents nécessaires à la formulation d'une opinion sur les comptes.

La Cour certifie qu'au regard des règles et principes comptables qui leur sont applicables, les comptes du Sénat de l'exercice clos le 31 décembre 2014 sont, dans leurs aspects significatifs, réguliers et sincères et qu'ils donnent une image fidèle de la situation financière et du patrimoine du Sénat.

Elle attire l'attention sur la note n° 7.1 de l'annexe, qui expose le montant et le mode d'évaluation des engagements de pension et de retraite des sénateurs et du personnel et des engagements assimilés, tels qu'ils ressortent des travaux du cabinet d'actuaire consulté par le Sénat, dont elle a validé les conclusions, après avoir examiné les données utilisées, apprécié les hypothèses retenues et revu les calculs effectués.




**SÉNAT**

**ÉTATS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 2014**


Établis conformément au référentiel  
comptable du Sénat

Paris, le 2 avril 2015

 **TRÉSORIER  
DU  
SÉNAT**  
Le Trésorier

Présentés au Conseil de Questure

Paris, le 7 avril 2015

  
Le Questeur Délégué

## SOMMAIRE

Bilan agrégé du Sénat.....	3
Compte de résultat agrégé du Sénat .....	4
NOTES ANNEXES :	
1. Référentiel comptable.....	5
2. Règles et méthodes comptables .....	5
2.1 Modalités d'agrégation des comptes .....	6
2.2 Immobilisations incorporelles .....	6
2.3 Immobilisations corporelles.....	6
2.4 Immobilisations financières.....	8
2.5 Stocks .....	9
2.6 Créances .....	9
2.7 Trésorerie.....	9
2.8 Capitaux propres .....	9
2.9 Provisions pour risques et charges.....	10
2.10 Avantages consentis aux personnels et passifs sociaux.....	10
2.11 Dettes .....	11
2.12 Produits d'exploitation .....	11
2.13 Charges d'exploitation.....	11
2.14 Charges et produits financiers.....	12
2.15 Charges et produits exceptionnels .....	12
3. Comparabilité des comptes.....	12
4. Événements significatifs de l'exercice .....	12
5. Notes relatives au bilan agrégé .....	13
5.1 Présentation du bilan au 31/12/2014 contributif par entité .....	13
5.2 Immobilisations incorporelles .....	14
5.3 Immobilisations corporelles.....	15
5.4 Immobilisations financières.....	17
5.5 Créances et dettes d'exploitation.....	20
5.6 Trésorerie.....	20
5.7 Capitaux propres .....	22
5.8 Provisions pour risques et charges.....	22
5.9 Dettes fiscales et sociales.....	23
5.10 Dettes diverses .....	23
5.11 Actifs venant en couverture des engagements de retraite.....	23
6. Notes relatives au compte de résultat agrégé .....	25
6.1 Présentation du compte de résultat au 31/12/2014 contributif par entité .....	25
6.2 Produits d'exploitation .....	26
6.3 Charges d'exploitation.....	26
6.4 Produits financiers et charges financières .....	27
6.5 Produits exceptionnels et charges exceptionnelles .....	28
7. Informations complémentaires .....	29
7.1 Engagements de pension et de retraite et engagements assimilés.....	29
7.2 Effectifs .....	32
7.3 Avantages accordés à des organismes extérieurs.....	33
7.4 Autres informations.....	33

# BILAN AGRÉGÉ DU SÉNAT

ACTIF (K€)					PASSIF (K€)				
Sénat au 31/12/2014					Sénat au 31/12/2013				
Valeurs brutes au 31/12/2014	Amortissements et provisions	Valeurs nettes au 31/12/2014	Sénat au 31/12/2013				Sénat au 31/12/2014	Sénat au 31/12/2013	
<b>ACTIF IMMOBILISÉ</b>					<b>DOTATION ET RESERVES</b>				
Immobilisations incorporelles	7 341	6 573	769	770	Fonds propres		1 522 002	1 522 002	
Immobilisations corporelles	296 613	33 488	263 125	256 407	Report à nouveau		250 360	202 290	
Immobilisations financières (1)	1 282 887	27 508	1 255 379	1 308 279	Résultat de l'exercice		5 291	48 070	
					Sénat		6 825	8 585	
					Caisses des retraites et de sécurité sociale		- 1 534	39 484	
					Autres				
					<b>Total des fonds propres</b>		<b>1 777 653</b>	<b>1 772 362</b>	
					<b>Provisions pour risques et charges</b>		<b>5 930</b>	<b>4 973</b>	
<b>Total de l'actif immobilisé</b>	<b>1 586 841</b>	<b>67 568</b>	<b>1 519 273</b>	<b>1 565 455</b>	<b>Dettes financières</b>		<b>853</b>	<b>825</b>	
<b>ACTIF CIRCULANT</b>					<b>DETTES CIRCULANTES</b>				
Stocks	848		848	840	Fournisseurs		9 310	9 356	
Créances diverses	3 602	452	3 150	3 216	Dettes fiscales et sociales		7 571	5 780	
Valeurs mobilières de placement (1)	2 604		2 604	18 637	Dettes diverses		11 429	12 595	
Autres disponibilités (1)	292 881		292 881	223 175	Etablissements bancaires et assimilés		6 011	5 432	
<b>Total de l'actif circulant</b>	<b>299 934</b>	<b>452</b>	<b>299 482</b>	<b>245 867</b>	<b>Total des dettes</b>		<b>34 320</b>	<b>33 163</b>	
<b>Total actif</b>	<b>1 886 775</b>	<b>68 020</b>	<b>1 818 755</b>	<b>1 811 323</b>	<b>Total passif</b>		<b>1 818 755</b>	<b>1 811 323</b>	
<i>dont Actifs venant en couverture des engagements de retraite (nets) (1)</i>									
			<i>1 391 855</i>	<i>1 391 854</i>					

## COMPTE DE RÉSULTAT AGRÉGÉ DU SÉNAT

(K€)	Sénat au 31/12/14	Sénat au 31/12/13
<b>Produits d'exploitation</b>		
Subventions d'exploitation (yc subvention Public Sénat)	342 154	341 442
Cotisations des caisses de retraite et de sécurité sociale	10 316	10 912
Autres produits d'exploitation	16 778	19 284
<b>Total produits d'exploitation</b>	<b>369 248</b>	<b>371 638</b>
<b>Charges d'exploitation</b>		
Achats et autres charges externes	34 671	36 334
Impôts, taxes et versements assimilés	1 405	1 571
Indemnité parlementaire et traitements	141 164	143 183
Autres charges liées à l'exercice du mandat parlementaire	105 334	102 415
Subvention destinée à Public Sénat	18 569	17 857
Prestations de retraite et de sécurité sociale	92 185	89 524
Autres charges d'exploitation	10 231	10 641
Dotations aux amortissements et provisions	7 994	6 964
<b>Total charges d'exploitation</b>	<b>411 553</b>	<b>408 488</b>
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>- 42 305</b>	<b>- 36 850</b>
<b>Produits financiers</b>		
Produits des actifs immobilisés	26 718	26 142
Revenus des valeurs mobilières de placement	3	3
Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement	160	269
Revenus des autres produits financiers	4 985	4 585
Produits nets sur cession d'immobilisations financières	295 454	334 798
Reprises sur amortissements et provisions	9 510	36 262
<b>Total produits financiers</b>	<b>336 829</b>	<b>402 059</b>
<b>Charges financières</b>		
Charges d'intérêts	34	46
Autres charges financières		
Valeur comptable des éléments d'actifs cédés	281 433	312 169
Dotations aux provisions - charges financières	8 381	5 483
<b>Total charges financières</b>	<b>289 848</b>	<b>317 699</b>
<b>RÉSULTAT FINANCIER</b>	<b>46 981</b>	<b>84 360</b>
<b>RÉSULTAT COURANT</b>	<b>4 676</b>	<b>47 511</b>
<b>Produits exceptionnels</b>		
Produits sur opérations de gestion	26	57
Autres produits exceptionnels	446	575
Reprises sur amortissements et provisions		
<b>Total produits exceptionnels</b>	<b>471</b>	<b>632</b>
<b>Charges exceptionnelles</b>		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	- 175	- 43
Autres charges exceptionnelles	31	115
Dotations aux provisions - charges financières		
<b>Total charges exceptionnelles</b>	<b>- 144</b>	<b>72</b>
<b>RÉSULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>615</b>	<b>559</b>
<b>TOTAL PRODUITS</b>	<b>706 549</b>	<b>774 328</b>
<b>TOTAL CHARGES</b>	<b>701 258</b>	<b>726 259</b>
<b>RÉSULTAT GÉNÉRAL</b>	<b>5 291</b>	<b>48 070</b>
<i>Sénat</i>	<i>6 825</i>	<i>8 585</i>
<i>Caisses des retraites et de sécurité sociale</i>	<i>-1 534</i>	<i>39 484</i>

## NOTES ANNEXES

### 1 Référentiel comptable

L'application des dispositions de la loi organique relative aux lois de finances (LOLF) du 1<sup>er</sup> août 2001 s'est traduite pour le Sénat par un aménagement des méthodes comptables appliquées dans ses comptes. Il en est résulté un nouveau référentiel comptable.

Les modifications apportées au référentiel du Sénat sont fondées sur l'article 30, alinéa 2 de la LOLF : « *Les règles applicables à la comptabilité générale de l'État ne se distinguent de celles applicables aux entreprises qu'en raison des spécificités de son action* ». Elles résultent également du principe de son autonomie administrative, budgétaire et comptable, garantie de la séparation effective des pouvoirs constitutionnels. Les méthodes comptables appliquées par le Sénat sont conformes aux dispositions du plan comptable général, sous réserve des adaptations qui y sont apportées à raison de ses spécificités institutionnelles.

A cet effet, les règles applicables aux immobilisations corporelles sont compatibles avec les normes comptables de l'État. Les règles applicables aux engagements de retraite et aux avantages similaires sont celles issues de la recommandation n° 2003-R.01 de l'autorité des normes comptables (ANC) modifiée.

Ce nouveau référentiel comptable a été adopté par le Bureau du Sénat par un arrêté en date du 27 novembre 2007. Il est entré en application pour l'examen des comptes de l'année 2007.

### 2 Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels du Sénat résultent de l'agrégation des comptes du Sénat stricto sensu, des comptabilités annexes et des régies directes. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2014, le périmètre d'agrégation comprend cinq entités comptables.

Les états financiers agrégés du Sénat pour l'exercice clos au 31 décembre 2014 correspondent à un périmètre comprenant :

- ✓ le Sénat *stricto sensu* ;
- ✓ la Caisse des Retraites des Anciens Sénateurs (CRAS) ;
- ✓ la Caisse des Retraites du Personnel du Sénat (CRPS) ;
- ✓ la Caisse de Sécurité Sociale des Sénateurs (CSSS) ;
- ✓ la Caisse de Sécurité Sociale du Personnel du Sénat (CSSPS).

Ces comptes annuels ont été établis par le Trésorier, conformément au référentiel comptable adopté par le Bureau, en vue de leur transmission à la Commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne.

Présentés en milliers d'euros, les comptes annuels sont préparés sur la base du principe du coût historique à l'exception du patrimoine immobilier non spécifique.

## **2.1 Modalités d'agrégation des comptes**

Les comptes annuels du Sénat comprennent un bilan agrégé, un compte de résultat agrégé, une annexe présentant les règles et méthodes comptables, ainsi que des notes explicatives des principales rubriques du bilan et du compte de résultat intégrant, notamment, l'évaluation des engagements de retraite et avantages similaires.

L'agrégation des comptes conduit à éliminer les flux réciproques entre les différentes entités comptables. L'élimination de ces flux porte :

- en ce qui concerne le bilan, sur les dettes ou les créances réciproques ;
- s'agissant du compte de résultat, principalement sur les contributions versées par le Sénat aux Caisses des retraites et de sécurité sociale, à l'exclusion des cotisations salariales, ainsi que sur les redevances annuelles de gestion versées par les différentes Caisses au Sénat.

Les flux réciproques internes au Sénat stricto sensu, notamment s'agissant des opérations relatives aux buvettes rattachées au Sénat, sont éliminés à l'intérieur de la colonne « Sénat stricto sensu ».

Conformément aux dispositions du référentiel comptable adopté par le Bureau du Sénat le 27 novembre 2007, certaines rubriques ont été créées dans le bilan agrégé en vue d'identifier les parts contributives des différentes entités comptables au résultat du Sénat, ainsi que les éléments d'actifs venant en couverture des engagements de retraite et avantages similaires.

Afin de fournir une information complète, des états de ventilation du bilan et du compte de résultat agrégés du Sénat font ressortir les contributions des différentes entités comptables.

## **2.2 Immobilisations incorporelles**

Les immobilisations incorporelles correspondent à des logiciels acquis. Elles sont inscrites au bilan à leur coût d'acquisition. Elles font l'objet d'un amortissement comptabilisé en charges selon le mode linéaire sur leur durée d'utilité.

## **2.3 Immobilisations corporelles**

Elles sont constituées d'actifs physiques identifiables, contrôlés, dont l'utilisation s'étend sur plusieurs exercices, pour lesquels des avantages économiques futurs ou un potentiel de service sont attendus au profit du Sénat.

Le traitement comptable des immobilisations corporelles est différent selon la nature de l'immobilisation.

Les catégories suivantes ont été identifiées :

- les biens immobiliers spécifiques ;
- les biens immobiliers non spécifiques ;
- les autres immobilisations corporelles.

### ***2.3.1 Biens immobiliers spécifiques***

Conformément aux dispositions de l'article 2 de l'ordonnance n°58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires, un patrimoine spécifique (ou historique) a été affecté au Sénat. Ces biens immobiliers à caractère spécifique ou historique, qui comprennent le Palais du Luxembourg, l'Hôtel du Petit Luxembourg, leurs jardins et leurs dépendances historiques, sont inscrits à l'euro symbolique dans le bilan d'ouverture du Sénat.

Les travaux réalisés sur ces biens ont été comptabilisés et amortis à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2007.

Les amortissements de ces biens et travaux, calculés selon le mode linéaire sur la durée d'utilité estimée, sont enregistrés en charges. Ces durées sont les suivantes :

<b>Amortissement des immobilisations liées aux biens spécifiques</b>	<b>Durées</b>
Gros œuvre	25 ans
Réseaux (génie climatique, fluides, installations électriques, etc.)	5 à 10 ans
Installations électroniques	5 à 10 ans
Installations de communication	5 à 10 ans
Autres installations et agencements	5 à 10 ans

### ***2.3.2 Biens immobiliers non spécifiques***

Les immeubles non spécifiques appartenant au Sénat ou affectés à son usage sont valorisés à la valeur de marché à dire d'expert. Le montant des travaux immobilisés liés à un bien immobilier et réalisés après la valorisation à dire d'expert augmente la valeur d'ensemble du bien immobilier à due concurrence, sauf à démontrer l'existence d'une perte de valeur.

Sauf circonstance exceptionnelle, la valeur de marché (ou valeur vénale) est révisée périodiquement (3 ans).

L'écart entre la valeur nette comptable d'un bien immobilier non spécifique et sa valeur vénale mise à jour grâce à une nouvelle expertise est inscrit en réserve, dans un sous-compte intitulé « écart de réévaluation ».

Les biens immobiliers non spécifiques ainsi que les immobilisations liées ne donnent pas lieu à amortissement.

### 2.3.3 *Autres immobilisations corporelles*

Les biens mobiliers sont comptabilisés à leur coût d'acquisition et font l'objet d'un amortissement sur la base de leur durée escomptée d'utilisation.

<b>Amortissement des autres immobilisations corporelles</b>	<b>Durées</b>
Electroménager, machines	10 ans
Matériel industriel, outillage (garage, jardin)	5 à 10 ans
Bibliothèques et mobilier	5 ans
Véhicules (de tourisme et utilitaire)	5 ans
Matériel de bureau,	
Matériel vidéo, sonorisation, serveurs informatiques	5 ans
Equipement micro-informatique	4 ans
Matériel photo	3 ans

Toutefois, les biens entrant dans la catégorie des œuvres d'art et assimilées sont inscrits au bilan d'ouverture à l'euro symbolique et, pour les acquisitions ultérieures, à leur coût d'acquisition ou à leur valeur vénale pour ceux d'entre eux qui sont reçus à titre gratuit. Ces biens ne sont pas amortissables.

Les biens mis en dépôt au Sénat dont les risques et avantages sont principalement portés par celui-ci sont comptabilisés en immobilisation. Il en est également ainsi des contrats de location assimilables à des contrats de location financement, qui sont traduits dans les comptes de manière à présenter les biens contrôlés à l'actif et la dette correspondante au passif.

## 2.4 *Immobilisations financières*

Les immobilisations financières comprennent des titres de participation, des titres immobilisés de l'activité de portefeuille (TIAP), des dépôts et cautionnements et des autres titres immobilisés – dont des prêts – portés par les Caisses des retraites et affectés à la couverture des engagements de retraite et avantages similaires.

Les titres de participation sont comptabilisés à leur valeur d'acquisition et sont provisionnés en cas de perte de valeur.

Les TIAP et les actifs venant en couverture des engagements de retraite et avantages similaires, conformément au règlement budgétaire et comptable, sont comptabilisés à leur coût d'acquisition. A la clôture de l'exercice, les produits financiers y afférents sont comptabilisés sur la base de la meilleure estimation disponible.

Les plus et moins-values latentes à la clôture de l'exercice sont déterminées selon les modalités suivantes :

- les actifs cotés sont évalués sur la base du dernier cours boursier de l'année ;
- les autres actifs sont évalués sur la base de la meilleure estimation disponible (prix des dernières transactions connues, évaluation communiquée par le gestionnaire).

Les moins-values latentes sont provisionnées sans compensation entre les différentes lignes de titres. Les plus-values latentes sont mentionnées dans les notes annexes.

Le résultat de cession des TIAP et des autres immobilisations financières est comptabilisé en résultat financier.

Les prêts aux Sénateurs et aux personnels du Sénat, ainsi que les dépôts et cautionnements sont inscrits à leur valeur nominale. Ils font l'objet, le cas échéant, d'une provision pour dépréciation déterminée en fonction de la capacité de recouvrement.

## 2.5 Stocks

Les stocks sont comptabilisés au coût unitaire moyen pondéré des quantités inventoriées. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur actuelle du stock en fin d'exercice est inférieure à la valeur historique d'achat à la même date.

## 2.6 Créances

Les créances sont enregistrées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque le recouvrement d'une créance est compromis.

## 2.7 Trésorerie

Les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées au coût d'acquisition. Une provision pour dépréciation est comptabilisée à la clôture de l'exercice en cas de perte de valeur. Les plus-values latentes sont mentionnées dans les notes annexes.

Les comptes courants bancaires débiteurs, les encours en caisse et les régies d'avance sont classées dans la rubrique « *Autres disponibilités du bilan* ».

Les comptes d'épargne et assimilés, les intérêts courus sur ces comptes y sont également classés, à l'exception de la Réserve Spéciale d'Intervention, pour laquelle ils sont classés en « *immobilisations financières* ».

Les découverts bancaires sont classés dans la rubrique « *Établissements bancaires et assimilés* » au passif du bilan.

## 2.8 Capitaux propres

Les dotations et réserves représentent la contrepartie des actifs et passifs comptabilisés dans le bilan d'ouverture de 2002. Le report à nouveau enregistre les résultats comptables des exercices précédents (après affectation).

## 2.9 Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges représentent des passifs dont le montant ou l'échéance est incertain.

Ces provisions concernent :

- les rentes et pensions d'invalidité versées aux personnels du Sénat ;
- les prestations maladie ayant leur origine dans l'exercice et qui seront versées par les Caisses de sécurité sociale au cours des exercices suivants ;
- les rémunérations versées aux personnels du Sénat dans le cadre d'une position statutaire particulière telle que le congé longue durée ou la mise à disposition institutionnelle ;
- les provisions pour litiges.

Les provisions pour rentes et pensions d'invalidité sont comptabilisées lorsque l'événement qui est à l'origine de l'incapacité se produit et sont déterminées en prenant en considération l'espérance de vie des personnes concernées.

Les provisions pour prestations maladie sont déterminées sur des bases statistiques.

Les provisions relatives à la rémunération des personnels en mise à disposition institutionnelle et au droit des personnels à un congé de longue durée sont calculées sur la base des situations en cours et des montants et durées déjà couverts par les décisions individuelles applicables au 31 décembre de l'exercice.

Pour les mises à disposition institutionnelles, la participation des organismes d'accueil à la rémunération de ces personnels, prévue dans les conventions, n'est pas déduite du passif.

## 2.10 Avantages consentis aux personnels et passifs sociaux

Les avantages des membres du personnel du Sénat (rémunérations, accessoires, absences rémunérées et avantages similaires) désignent toute prestation servie par le Sénat au titre des services rendus (services faits) accomplis par ces derniers.

Le critère de rattachement des charges à l'exercice est constitué par le service rendu, à l'exception des indemnités de fin de contrat pour lesquelles le critère de rattachement résulte de la cessation d'activité du membre du personnel.

À la clôture de l'exercice, des provisions sont comptabilisées au titre des droits à prestations futures acquis ou en cours d'accumulation du fait des services passés (services déjà rendus) par les membres du personnel. Le cas échéant, l'évaluation de la provision tient compte de la probabilité de versement des prestations. À ce titre, une charge à payer pour les congés payés et allègements acquis et non pris par le personnel statutaire est comptabilisée depuis l'exercice comptable 2013.

Dans le cas particulier des prestations servies au titre de l'incapacité partielle ou totale de longue durée (congé longue durée, pensions et rentes d'invalidité...), la charge attendue pour le Sénat est comptabilisée lorsque l'événement qui est à l'origine de l'incapacité se

produit, dans la mesure où le niveau de ces prestations est le même pour tous les membres du personnel quelle que soit leur durée de service.

Par exception aux principes énoncés ci-dessus et conformément à l'option ouverte par le plan comptable général, aucune provision n'est inscrite au bilan du Sénat au titre des engagements de retraite et avantages similaires. Ces engagements sont mentionnés dans l'annexe aux comptes annuels du Sénat et sont évalués conformément aux dispositions de la Recommandation de l'ANC n°2003-R01 modifiée relative aux règles de comptabilisation et d'évaluation des engagements de retraite et avantages similaires.

### **2.11 Dettes**

Les dettes fournisseurs et autres dettes d'exploitation sont enregistrées à leur valeur nominale.

### **2.12 Produits d'exploitation**

Conformément au principe de l'autonomie financière des assemblées parlementaires, posé par l'article 7 de l'ordonnance du 17 novembre 1958 précitée, et dans la mesure où le Sénat détermine en toute liberté l'utilisation de la dotation qui lui est versée par l'État, celle-ci est intégralement comptabilisée en produit d'exploitation. Le montant ainsi comptabilisé au titre d'un exercice correspond à celui inscrit dans le projet de loi de finances au titre du même exercice et arrêté après le vote de cette loi.

Le capital social de la société Public Sénat étant détenu intégralement par le Sénat qui en assure le contrôle, la dotation budgétaire destinée à financer cette société et versée par l'État au Sénat est enregistrée en produits d'exploitation. Symétriquement, le reversement de cette dotation à la société est comptabilisé parmi les charges d'exploitation.

Par ailleurs, les services du Sénat gèrent des Caisses des retraites et des Caisses de sécurité sociale destinées aux Sénateurs et aux personnels du Sénat. Il en résulte des produits issus des cotisations des personnes concernées. Celles-ci sont comptabilisées en produits d'exploitation.

### **2.13 Charges d'exploitation**

Les charges d'exploitation comprennent notamment les indemnités des Sénateurs, les traitements des personnels et les charges liées à l'exercice du mandat parlementaire.

Sont également incluses dans les charges d'exploitation les prestations servies dans le cadre des régimes de retraite et de sécurité sociale, ainsi que la subvention versée à la société Public Sénat.

### **2.14 Charges et produits financiers**

Les charges et produits financiers correspondent aux revenus des actifs financiers, aux résultats de cession des immobilisations financières et des valeurs mobilières de placement, ainsi qu'aux produits d'intérêt, des prêts et aux charges d'intérêt bancaires.

### **2.15 Charges et produits exceptionnels**

Les charges exceptionnelles correspondent principalement à des frais de contentieux. Les produits exceptionnels comprennent les remboursements perçus au titre de sinistres, ainsi que des produits de cession de biens immobiliers.

## **3 Comparabilité des comptes**

1. Pour la deuxième année consécutive, le Sénat a enregistré dans ses comptes une provision au titre des congés payés pour le personnel statutaire. Deux changements ont respectivement affecté l'estimation et la présentation dans les états financiers de cette provision.

Tout d'abord, un changement d'estimation est intervenu en 2014 dans son évaluation. Pour l'exercice 2013, le montant provisionné résultait d'un calcul assis sur le rapprochement de la masse salariale globale de décembre 2013 et du nombre de jours de congés acquis par le personnel et présumés non pris à la clôture.

Pour l'exercice 2014, ce calcul a été affiné en s'appuyant sur les nombres de jours de congés et d'allègements réellement acquis par chaque individu, diminués des jours de congés réellement pris, et rapprochés de la rémunération individuelle constatée au mois de décembre 2014.

Afin d'améliorer la présentation de ce passif, la provision rattachable aux congés payés acquis et non pris au 31 décembre 2014 a par ailleurs été distinguée de celle imputable aux droits à allègements acquis et non pris à la même date. Un retraitement pro-forma de la provision 2013 a été effectué dans le commentaire de la rubrique « *dettes fiscales et sociales* » de façon à assurer la comparabilité entre les deux exercices comptables.

2. Les prêts qui ont été accordés aux Sénateurs et membres du personnel et qui figurent à l'actif des Caisses des retraites ont été inclus dans le périmètre des actifs venant, conformément au règlement budgétaire et comptable, en couverture des engagements de retraite. Ce reclassement a donc été réalisé à l'ouverture et à la clôture de l'exercice.

## **4 Événements significatifs de l'exercice**

L'exercice 2014 est caractérisé par une nouvelle diminution sensible des taux d'actualisation dont il résulte une importante augmentation des engagements sociaux du Sénat.

## 5 Notes relatives au bilan agrégé

### 5.1 Présentation du bilan au 31/12/2014 contributif par entité

Bilans individuels au 31/12/2014							
ACTIF (K€)	Sénat stricto sensu	CRAS	CRPS	CSSS	CSSPS	Elimination (2)	Sénat au 31/12/2014 au 31/12/2013
<b>ACTIF IMMOBILISÉ</b>							
Immobilisations incorporelles (nettes)	766	1	1				770
Immobilisations corporelles (nettes)	263 125						263 125
Immobilisations financières (nettes) (3)	112 950	522 680	619 749				1 255 379
<b>Total de l'actif immobilisé</b>	<b>376 842</b>	<b>522 681</b>	<b>619 750</b>				<b>1 519 273</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>							
Stocks	848						848
Créances diverses (1)	2 114	41	149	859	1 617	- 1 630	3 150
Valeurs mobilières de placement (3)		24	24	1 022	1 534		2 604
Autres disponibilités (3)	30 599	102 075	155 544	3 466	1 197		292 881
<b>Total de l'actif circulant</b>	<b>33 560</b>	<b>102 140</b>	<b>155 716</b>	<b>5 347</b>	<b>4 348</b>	<b>- 1 630</b>	<b>299 482</b>
<b>Total actif</b>	<b>410 402</b>	<b>624 821</b>	<b>775 467</b>	<b>5 347</b>	<b>4 348</b>	<b>- 1 630</b>	<b>1 818 755</b>
<i>dont Actifs venant en couverture des engagements de retraites (nets) (3)</i>		620 928	770 927				1 391 855
<b>PASSIF (K€)</b>							
<b>Sénat stricto sensu</b>							
<b>DOTATION ET RESERVES</b>							
Fonds propres	163 561	609 430	749 011				1 522 002
Report à nouveau	207 572	12 641	24 435	2 709	3 003		250 360
Résultat de l'exercice	6 825						5 291
<i>Sénat</i>							6 825
<i>Caisse des retraites et de sécurité sociale</i>							- 1 534
<i>Autres</i>							39 484
<b>Total des fonds propres</b>	<b>377 959</b>	<b>622 183</b>	<b>771 799</b>	<b>2 709</b>	<b>3 003</b>		<b>1 777 653</b>
<b>Provisions pour risques et charges</b>	<b>3 722</b>		<b>173</b>	<b>796</b>	<b>1 239</b>		<b>5 930</b>
<b>Dettes financières</b>	<b>853</b>						<b>853</b>
<b>DETTES CIRCULANTES</b>							
Fournisseurs	9 248			29			9 310
Dettes fiscales et sociales	7 263	1		237	32		7 571
Dettes diverses	11 359	30	91	1 576	4	- 1 630	11 429
Etablissements bancaires et assimilés		2 607	3 404				6 011
<b>Total des dettes</b>	<b>27 869</b>	<b>2 638</b>	<b>3 494</b>	<b>1 843</b>	<b>106</b>	<b>- 1 630</b>	<b>34 320</b>
<b>Total passif</b>	<b>410 402</b>	<b>624 821</b>	<b>775 467</b>	<b>5 347</b>	<b>4 348</b>	<b>- 1 630</b>	<b>1 818 755</b>
							<b>1 811 323</b>

(1) Le compte de liaison de la buvette avec le Sénat (classe 5) a été reclassé en "créances diverses" pour des raisons de cohérence avec le compte de liaison du Sénat (453000).

(2) La colonne "elimination" retrace les flux entre le Sénat stricto sensu et les autres entités, à l'exclusion des flux réciproques internes au Sénat stricto sensu, qui sont éliminés dans la colonne « Sénat ».

(3) Pour les actifs affectés à la couverture des engagements de retraite - cf. point 5.11.

## 5.2 Immobilisations incorporelles

Les tableaux ci-dessous retracent les mouvements relatifs aux immobilisations entre les bilans d'ouverture et de clôture 2014.

*Les écarts d'unités constatés dans l'ensemble des tableaux présentés ci-après s'expliquent par des arrondis au millier d'euros supérieur.*

Rubriques et postes	Valeurs brutes (K€)			
	Début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Fin de l'exercice
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>6 881</b>	<b>460</b>		<b>7 341</b>
Concessions, brevets, licences, marques, droits et valeurs similaires	6 881	312		7 193
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations en cours		124		124
Avances sur immobilisations		24		24
<b>Total</b>	<b>6 881</b>	<b>460</b>		<b>7 341</b>

Rubriques et postes	Amortissements (K€)				Valeur nette (K€)
	Cumulés au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Cumulés à la fin de l'exercice	
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>6 112</b>	<b>461</b>		<b>6 573</b>	<b>768</b>
Concessions, brevets, licences, marques, droits et valeurs similaires	6 112	461		6 573	768
Autres immobilisations incorporelles					
<b>Total</b>	<b>6 112</b>	<b>461</b>		<b>6 573</b>	<b>768</b>

### 5.3 Immobilisations corporelles

Les tableaux ci-dessous retracent les mouvements relatifs aux immobilisations entre les bilans d'ouverture et de clôture 2014.

Rubriques et postes	Valeurs brutes (K€)			Fin de l'exercice
	Début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	
<b>Immobilisations corporelles</b>				
<b><i>Biens immobiliers spécifiques</i></b>	<b>10 533</b>	<b>1 553</b>	<b>310</b>	<b>11 777</b>
Terrains				
Agencements et aménagements de terrains	518	237		756
Constructions	7 524	1 195		8 719
<i>Immobilisations en cours</i>	310		310	
Installations techniques, matériels et outillage	2 181	121		2 302
<i>Immobilisations en cours</i>				
<b><i>Biens immobiliers non spécifiques</i></b>	<b>227 460</b>	<b>7 320</b>	<b>5</b>	<b>234 775</b>
Terrains				
Agencements et aménagements de terrains				
Constructions	227 365	216		227 581
<i>Immobilisations en cours</i>	19	6 616	5	6 631
<i>Avances sur immobilisations</i>		415		415
Installations techniques, matériels et outillage	76	36		111
<i>Immobilisations en cours</i>		38		38
<b><i>Autres immobilisations corporelles</i></b>	<b>48 169</b>	<b>2 768</b>	<b>876</b>	<b>50 061</b>
Collections et œuvres d'art	2 023	114	1	2 135
<i>Immobilisations en cours</i>				
Autres immobilisations corporelles	46 063	1 986	792	47 257
<i>Immobilisations en cours</i>	83	669	83	669
Mobilier en crédit bail				
<b>Total</b>	<b>286 162</b>	<b>11 642</b>	<b>1 191</b>	<b>296 613</b>

Rubriques et postes	Cumulés au début de l'exercice	Amortissements (K€)		Cumulés à la fin de l'exercice	Valeur nette (K€)
		Augmentations	Diminutions		
<b>Immobilisations corporelles</b>					
<i>Biens immobiliers spécifiques</i>	<b>2 456</b>	<b>680</b>		<b>3 135</b>	<b>8 641</b>
Terrains					
Agencements et aménagements de terrains	23	17		40	716
Constructions	1 241	435		1 676	7 042
Installations techniques, matériels et outillage	1 192	227		1 419	884
<i>Biens immobiliers non spécifiques</i>					<b>234 775</b>
Terrains					
Agencements et aménagements de terrains					
Constructions					234 626
Installations techniques, matériels et outillage					149
<i>Autres immobilisations corporelles</i>	<b>27 299</b>	<b>3 830</b>	<b>777</b>	<b>30 352</b>	<b>19 709</b>
Collections et œuvres d'art	349	70		419	1 716
Autres immobilisations corporelles	26 950	3 760	777	29 933	17 992
Mobilier en crédit bail					
<b>Total</b>	<b>29 755</b>	<b>4 510</b>	<b>777</b>	<b>33 488</b>	<b>263 125</b>

Le tableau ci-dessous récapitule la valeur vénale du parc immobilier et à titre indicatif son coût locatif annuel théorique. Ces valeurs ont fait l'objet d'une réévaluation par France Domaine au 31 décembre 2013.

Immeubles non spécifiques - localisation	Type	Valeur vénale au 31/12/2013 (K€)	Caractéristiques	Coût locatif annuel théorique (K€)
Paris	locaux parkings	227 450	28 937 m2 46 unités	9 982 120
Longpont-sur-Orge	parcelle	997	9 558 m2	
<b>Total</b>		<b>228 447</b>		

### 5.4 Immobilisations financières

Immobilisations financières (K€)	Sénat stricto sensu	Caisses des retraites	Caisses de sécurité sociale	Régies directes	Sénat au 31/12/14	Sénat au 31/12/13	Variation
Titres de participations	541				541	541	
TIAP	111 147				111 147	107 466	3 681
Immobilisations venant en couverture des engagements de retraite		1 134 045			1 134 045	1 189 293	-55 248
Intérêts courus et revenus courus	945	8 384			9 329	10 659	-1 330
Dépôts et cautionnements versés	317	1			318	320	-1
<b>Total immobilisations financières</b>	<b>112 950</b>	<b>1 142 430</b>			<b>1 255 380</b>	<b>1 308 279</b>	<b>-52 898</b>

La société Public Sénat est exclusivement financée par les subventions versées par le Sénat.

Filiales et participations (K€)	SA PUBLIC SENAT
Valeur comptable des titres détenus :	
- brute :	541
- nette :	541
Montant des prêts et avances accordés	0
Montant des cautions et avals donnés	0
Montant des dividendes encaissés	0

VALEUR ESTIMATIVE DU PORTEFEUILLE DE "TIAP" A L'OUVERTURE 2014 (K€)					
Type de placement	Valeur comptable brute	Provision pour dépréciation	Valeur comptable nette	Valeur de marché	Plus-value latente
TIAP-Obligations-RSI	34 866		34 866	36 664	1 798
TIAP-Autres titres long terme-RSI	7 344		7 344	10 170	2 825
TIAP-Titres de créances négociables	8 000	13	7 987	7 987	-13
TIAP-Autres valeurs mobilières et créances assimilées	7 269		7 269	7 272	3
TIAP-Compte sur livret	50 000		50 000	51 006	
<b>TOTAL</b>	<b>107 479</b>	<b>13</b>	<b>107 466</b>	<b>113 098</b>	<b>4 613</b>

VALEUR ESTIMATIVE DU PORTEFEUILLE DE "TIAP" A LA CLOTURE 2014 (K€)					
Type de placement	Valeur comptable brute	Provision pour dépréciation	Valeur comptable nette	Valeur de marché	Plus-value latente
TIAP-Obligations-RSI	28 038	50	27 989	29 468	1 429
TIAP-Autres titres long terme-RSI	22 344	14	22 330	25 604	3 260
TIAP-Titres de créances négociables	715		715	716	
TIAP-Autres valeurs mobilières et créances assimilées	43 000		43 000	43 065	65
TIAP-Compte sur livret	16 806		16 806	17 491	685
TIAP-Avance long terme IRFM	307		307	307	
<b>TOTAL</b>	<b>111 211</b>	<b>64</b>	<b>111 147</b>	<b>116 651</b>	<b>5 440</b>

VARIATION DE LA VALEUR DU PORTEFEUILLE DE "TIAP" (K€)		
Valeur du portefeuille Mouvements de l'exercice	Valeur comptable nette	Valeur estimative
<b>Montant à l'ouverture de l'exercice</b>	<b>107 466</b>	<b>113 098</b>
Acquisitions de l'exercice	97 007	97 007
Cessions de l'exercice	-93 275	-93 290
Variation de la dépréciation des titres cédés		
Plus-values sur cessions de titres :		
- détenus au début de l'exercice		15
- acquis au cours de l'exercice		
Variation de la dépréciation du portefeuille	-51	
Autres variations de plus-values latentes :		
- sur titres acquis au cours de l'exercice		
- sur titres acquis antérieurement		28
Autres mouvements comptables ( variation intérêts à recevoir des comptes sur livret)		-207
<b>Montant à la clôture</b>	<b>111 147</b>	<b>116 651</b>

Par ailleurs, les prêts aux Sénateurs et au personnel du Sénat s'élèvent à un montant total de 113 207 K€<sup>1</sup>, dont la partie à échéance à plus d'un an représente 101 901 K€. Dans ce cadre, les encours des prêts garantis par une hypothèque représentent un montant global de 2 516 K€ à la clôture de l'exercice.

---

<sup>1</sup> Valeur nette comptable.

### 5.5 Créances d'exploitation

Nature des créances diverses	Solde de clôture 2013 (K€)	Solde de clôture 2014 (K€)	Variation (K€)
Produits à recevoir par les caisses de retraite	101	55	-46
<i>dont CRAS</i>	50	27	-23
<i>dont CRPS</i>	51	28	-23
Produits à recevoir de l'ACOSS par les caisses de sécurité sociale	2 042	2 075	33
<i>dont CSSS</i>	757	787	29
<i>dont CSSPS</i>	1 285	1 288	3
Créances diverses	1 074	1 020	-53
<b>TOTAL</b>	<b>3 216</b>	<b>3 150</b>	<b>-66</b>

### 5.6 Trésorerie

VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT AGREGÉES A L'OUVERTURE 2014 (K€)					
Type de placement	Valeur comptable brute	Provision pour dépréciation	Valeur comptable nette	Valeur de marché	Plus-value latente
Certificats de dépôts (1)					
Billets de trésorerie (1)					
OPCVM "Monétaire Euro"	18 637		18 637	18 646	9
OPCVM "Monétaire dynamique"					
Intérêts courus sur VMP					
<b>Total</b>	<b>18 637</b>		<b>18 637</b>	<b>18 646</b>	<b>9</b>
<i>dont Sénat Stricto sensu</i>	3 563		3 563	3 565	2
<i>dont CRAS</i>	6 591		6 591	6 593	2
<i>dont CRPS</i>	8 483		8 483	8 488	6
<i>dont CSSS</i>					
<i>dont CSSPS</i>					
<i>dont Espace Librairie</i>					

(1) Ne concerne que les Caisses des retraites

VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT AGREGÉES A LA CLOTURE 2014 (K€)					
Type de placement	Valeur comptable brute	Provision pour dépréciation	Valeur comptable nette	Valeur de marché	Plus-value latente
Certificats de dépôts (1) Billets de trésorerie (1) OPCVM "Monétaire Euro"	2 604		2 604	2 604	1
Intérêts courus sur VMP					
Total	2 604		2 604	2 604	1
<i>dont Sénat Stricto sensu</i>					
<i>dont CRAS</i>	24		24	24	
<i>dont CRPS</i>	24		24	24	
<i>dont CSSS</i>	1 022		1 022	1 023	
<i>dont CSSPS</i>	1 534		1 534	1 534	
<i>dont Espace Librairie</i>					

(1) Ne concerne que les Caisses des retraites

Libellé	Solde de clôture 2013 (K€)	Solde de clôture 2014 (K€)	Variation (K€)
<b>Valeurs mobilières de placement</b>	<b>18 637</b>	<b>2 604</b>	<b>-16 033</b>
Soldes débiteurs bancaires	17 583	16 170	-1 414
Compte sur livret	153 941	102 518	-51 423
Comptes à terme	51 507	174 015	122 508
Caisses	70	80	10
Régies d'avances et divers	72	97	25
<b>Autres disponibilités</b>	<b>223 174</b>	<b>292 880</b>	<b>69 706</b>
Découverts bancaires	-5 432	-6 011	-578
<b>Etablissements bancaires et assimilés</b>	<b>-5 432</b>	<b>-6 011</b>	<b>-578</b>
<b>Trésorerie nette</b>	<b>236 378</b>	<b>289 473</b>	<b>53 095</b>

La forte augmentation des actifs monétaires « *Autres disponibilités* » ainsi que la diminution des « *Valeurs Mobilières de Placement* » s'explique principalement par la souscription de plusieurs comptes à terme. Il s'agit, comme en 2013, d'un choix conjoncturel d'une exposition plus importante aux actifs monétaires, au détriment des immobilisations financières.

### 5.7 Capitaux propres

Les tableaux ci-dessous retracent les mouvements relatifs aux capitaux propres entre les soldes d'ouverture et de clôture 2014.

K€	Solde de clôture 2013	Résultat 2014	Affectations	Solde de clôture 2014
Fonds propres (1)	1 522 002			1 522 002
Report à nouveau	202 290		48 070	250 360
Résultat de l'exercice	48 070	5 291	-48 070	5 291
<i>Sénat stricto sensu</i>	8 585	6 825	-8 585	6 825
<i>Caisses des retraites et de sécurité sociale</i>	39 484	-1 534	-39 484	- 1 534
<b>Total des fonds propres</b>	<b>1 772 362</b>	<b>5 291</b>		<b>1 777 653</b>

<sup>(1)</sup> dont effets du changement de référentiel portés dans les capitaux propres à la date du 1<sup>er</sup> janvier 2007, pour un montant de 196 695 K€

### 5.8 Provisions pour risques et charges

Le tableau ci-dessous retracent les mouvements relatifs aux provisions pour risques et charges entre les soldes d'ouverture et de clôture 2014.

Libellé	Solde de clôture 2013 (K€)	Dotations (K€)	Reprises (K€)	Solde de clôture 2014 (K€)
Rentes et pensions d'invalidité du personnel du Sénat	1 836	702		2 539
Prestations maladie des caisses de sécurité sociale	1 841	194		2 035
Positions particulières du personnel statutaire	1 055	64	219	900
Autres	241	222	6	457
<b>Provisions pour risques et charges</b>	<b>4 974</b>	<b>1 182</b>	<b>225</b>	<b>5 930</b>

Les rémunérations versées au personnel statutaire placé en mise à disposition institutionnelle ou en congé de longue durée sont évaluées au passif à hauteur des sommes à verser, au cours du prochain exercice, jusqu'à la date de cessation ou de renouvellement de la position.

Pour les mêmes mises à disposition institutionnelles, le montant de la participation des organismes d'accueil à la rémunération de ces personnels est estimée pour l'année 2015 à 235 K€.

La ligne des autres provisions pour risques et charges enregistre pour l'essentiel les risques financiers afférents aux différents litiges dans lesquels le Sénat est défendeur - dont 175 K€ précédemment comptabilisés en charges à payer à la clôture 2013 (cf. 6.5) - ainsi que des reversements de cotisations susceptibles d'intervenir pour les membres du personnel radiés des cadres sans droit à pension.

La hausse de 19,22 % des provisions pour risques et charges s'explique principalement par les augmentations des provisions attachées aux rentes d'invalidité, aux prestations maladies rattachables à l'exercice 2014 et aux litiges en cours.

### 5.9 Dettes fiscales et sociales

Libellé	Solde de clôture 2013 (K€)	Solde de clôture 2014 (K€)	Variation (K€)
Droits à congés payés du personnel statutaire (1)		448	448
Droits à allègements du personnel statutaire (1)	2 053	2 834	780
Droits à congés payés des personnels contractuels	261	260	-2
Organismes sociaux	2 345	2 447	102
Organismes sociaux - charges à payer	807	1 145	338
Autres provisions sur éléments de rémunération	65	130	65
Transactions en cours			
Prestations des caisses de sécurité sociale	247	307	59
Dettes d'exploitation des caisses des retraites	2	1	-1
<b>Dettes fiscales et sociales</b>	<b>5 780</b>	<b>7 570</b>	<b>1 790</b>

(1) Cf « 3. Comparabilité des comptes »

### 5.10 Dettes diverses

Libellé	Solde de clôture 2013 (K€)	Solde de clôture 2014 (K€)	Variation (K€)
Dettes à l'égard de l'AGAS	10 025	8 801	-1 224
Dettes à l'égard de l'Etat			
Réserves d'assurances	2 444	2 438	-6
Autres	112	119	7
Dettes des caisses de sécurité sociale	2	5	3
Dettes des caisses des retraites	12	65	53
<b>Dettes diverses</b>	<b>12 594</b>	<b>11 429</b>	<b>-1 165</b>

### 5.11 Actifs venant en couverture des engagements de retraite

L'article 3 du référentiel comptable du Sénat prévoit la faculté de distinguer parmi les actifs financiers ceux réputés venir en couverture des engagements de retraite et avantages similaires. Les actifs financiers des Caisses des retraites sont classés dans cette catégorie.

ACTIFS VENANT EN COUVERTURE DES ENGAGEMENTS DE RETRAITE A L'OUVERTURE 2014 (K€)						
	Valeur comptable brute	Provisions pour dépréciation	Valeur comptable nette	Produits financiers acquis non encaissés	Valeur de marché	Plus-value latente
Actifs de la CRAS	629 318	13 844	615 474	4 962	719 072	84 793
dont immo. financières (1)	557 102	13 844	543 258	4 615	646 508	84 791
dont actifs monétaires	72 215		72 215	347	72 564	2
Actifs de la CRPS	780 496	14 780	765 717	5 702	875 224	89 026
dont immo. financières (1)	660 815	14 780	646 035	4 327	754 162	89 020
dont actifs monétaires	119 682		119 682	1 375	121 063	6
<b>Total</b>	<b>1 409 814</b>	<b>28 624</b>	<b>1 381 190</b>	<b>10 664</b>	<b>1 594 297</b>	<b>173 819</b>

(1) Les prêts aux Sénateurs et au personnel du Sénat ont été inclus dans les actifs venant en couverture des engagements de retraite. Ce retraitement a été effectué à l'ouverture et à la clôture de l'exercice.

A la clôture 2013, les produits financiers afférents à ces actifs acquis et non encore encaissés représentent un montant global de 10 664 K€ se répartissant entre la Caisse de Retraites des Anciens Sénateurs (CRAS) pour 4 962 K€ et la Caisse des Retraites du Personnel du Sénat (CRPS) pour 5 702 K€.

Au bilan, 1 391 854 K€ des actifs sont des actifs venant en couverture des engagements de retraite.

ACTIFS VENANT EN COUVERTURE DES ENGAGEMENTS DE RETRAITE A LA CLOTURE 2014 (K€)						
	Valeur comptable brute	Provisions pour dépréciation	Valeur comptable nette	Produits financiers acquis non encaissés	Valeur de marché	Plus-value latente
Actifs de la CRAS	629 262	13 369	615 893	5 036	752 964	118 667
dont immo. financières (1)	531 770	13 369	518 400	4 279	654 715	118 667
dont actifs monétaires	97 492		97 492	756	98 249	
Actifs de la CRPS	778 820	14 074	764 746	6 181	908 410	123 408
dont immo. Financières (1)	629 717	14 074	615 643	4 105	757 231	123 408
dont actifs monétaires	149 103		149 103	2 076	151 179	
<b>Total</b>	<b>1 408 082</b>	<b>27 443</b>	<b>1 380 639</b>	<b>11 217</b>	<b>1 661 374</b>	<b>242 075</b>

(1) Les prêts aux Sénateurs et au personnel du Sénat ont été inclus dans les actifs venant en couverture des engagements de retraite. Ce retraitement a été effectué à l'ouverture et à la clôture de l'exercice.

A la clôture 2014, les produits financiers afférents à ces actifs acquis et non encore encaissés représentent un montant global de 11 217 K€ se répartissant entre la Caisse de Retraites des Anciens Sénateurs (CRAS) pour 5 036 K€ et la Caisse des Retraites du Personnel du Sénat (CRPS) pour 6 181 K€.

Au bilan, 1 391 856 K€ des actifs sont des actifs venant en couverture des engagements de retraite.

## 6 Notes relatives au compte de résultat agrégé

### 6.1 Présentation du compte de résultat au 31/12/2014 contributif par entité

COMPTES DE RÉSULTAT INDIVIDUELS AU 31/12/2014									
(K€)	Sénat stricto sensu	CRAS	CRFS	CSSS	CSSPS	Sénat au 31/12/14 (avant éliminations)	Élimination	Sénat au 31/12/14	Sénat au 31/12/13
<b>Produits d'exploitation</b>									
Subventions d'exploitation (yc subvention Public Sénat)	342 154	11 180	17 989	4 196	5 650	342 154		342 154	341 442
Cotisations des caisses de retraite et de sécurité sociale	6 980	2 089	3 542	5 030	8 703	39 015	- 28 699	10 316	10 912
Autres produits d'exploitation						26 343	- 9 565	16 778	19 284
<b>Total produits d'exploitation</b>	<b>349 133</b>	<b>13 269</b>	<b>21 531</b>	<b>9 226</b>	<b>14 353</b>	<b>407 512</b>	<b>- 38 264</b>	<b>369 248</b>	<b>371 638</b>
<b>Charges d'exploitation</b>									
Achats et autres charges externes	34 671					34 671		34 671	36 334
Impôts, taxes et versements assimilés	1 405					1 405		1 405	1 571
Indemnité parlementaire et traitements	141 177					141 177	- 13	141 164	143 183
Autres charges liées à l'exercice du mandat parlementaire	105 334					105 334		105 334	102 415
Subvention destinée à Public Sénat	18 569					18 569		18 569	17 857
Prestations de retraite et de sécurité sociale	31 028	30 132	42 109	6 258	11 356	120 883	- 28 699	92 185	89 524
Autres charges d'exploitation	9 316	2 468	4 018	2 205	1 777	19 784	- 9 553	10 231	10 641
Dotations aux amortissements et provisions	5 959			796	1 239	7 994		7 994	6 964
<b>Total charges d'exploitation</b>	<b>347 459</b>	<b>32 600</b>	<b>46 127</b>	<b>9 259</b>	<b>14 372</b>	<b>449 817</b>	<b>- 38 264</b>	<b>411 553</b>	<b>408 488</b>
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>1 674</b>	<b>- 19 331</b>	<b>- 24 596</b>	<b>- 32</b>	<b>- 19</b>	<b>- 42 305</b>		<b>- 42 305</b>	<b>- 36 850</b>
<b>Produits financiers</b>									
Produits des actifs immobilisés	2 051	11 602	13 065			26 718		26 718	26 142
Revenus des valeurs mobilières de placement		3				3		3	3
Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement	98	22	36	1	1	160		160	269
Revenus des autres produits financiers	2 457	826	1 653	31	17	4 985		4 985	4 585
Produits nets sur cession d'immobilisations financières	143 290	73 434	78 730			295 454		295 454	334 798
Reprises sur amortissements et provisions		4 590	4 920			9 510		9 510	36 262
<b>Total produits financiers</b>	<b>147 897</b>	<b>90 477</b>	<b>98 404</b>	<b>32</b>	<b>18</b>	<b>336 829</b>		<b>336 829</b>	<b>402 059</b>
<b>Charges financières</b>									
Charges d'intérêts	34					34		34	46
Autres charges financières									
Valeur comptable des éléments d'actifs cédés	143 275	66 918	71 240			281 433		281 433	312 169
Dotations aux provisions - charges financières	51	4 115	4 214			8 381		8 381	5 483
<b>Total charges financières</b>	<b>143 360</b>	<b>71 034</b>	<b>75 454</b>			<b>289 848</b>		<b>289 848</b>	<b>317 699</b>
<b>RÉSULTAT FINANCIER</b>	<b>4 537</b>	<b>19 444</b>	<b>22 950</b>	<b>32</b>	<b>18</b>	<b>46 981</b>		<b>46 981</b>	<b>84 360</b>
<b>RÉSULTAT COURANT</b>	<b>6 211</b>	<b>112</b>	<b>- 1 646</b>		<b>- 1</b>	<b>4 676</b>		<b>4 676</b>	<b>47 511</b>
<b>Produits exceptionnels</b>									
Produits sur opérations de gestion	26					26		26	57
Autres produits exceptionnels	445				1	446		446	575
Reprises sur amortissements et provisions									
<b>Total produits exceptionnels</b>	<b>470</b>				<b>1</b>	<b>471</b>		<b>471</b>	<b>632</b>
<b>Charges exceptionnelles</b>									
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	- 175					- 175		- 175	- 43
Autres charges exceptionnelles	31					31		31	115
Dotations aux provisions - charges financières									
<b>Total charges exceptionnelles</b>	<b>- 144</b>					<b>- 144</b>		<b>- 144</b>	<b>72</b>
<b>RÉSULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>614</b>				<b>1</b>	<b>615</b>		<b>615</b>	<b>559</b>
<b>TOTAL PRODUITS</b>	<b>497 501</b>	<b>103 746</b>	<b>119 935</b>	<b>9 259</b>	<b>14 372</b>	<b>744 813</b>	<b>- 38 264</b>	<b>706 549</b>	<b>774 328</b>
<b>TOTAL CHARGES</b>	<b>490 876</b>	<b>103 634</b>	<b>121 532</b>	<b>9 259</b>	<b>14 372</b>	<b>739 522</b>	<b>- 38 264</b>	<b>701 258</b>	<b>726 259</b>
<b>RÉSULTAT GÉNÉRAL</b>	<b>6 625</b>	<b>112</b>	<b>- 1 646</b>			<b>5 291</b>		<b>5 291</b>	<b>48 070</b>

(1) La colonne "Élimination" retrace les flux entre le Sénat stricto sensu et les autres entités, à l'exclusion des flux réciproques internes au Sénat stricto sensu et des Caisses de Sécurité Sociale, qui sont éliminés dans leur colonne respective.

## 6.2 Produits d'exploitation

Les produits d'exploitation se décomposent de la manière suivante :

Rubriques et postes	Sénat au 31/12/2014 (K€)	Sénat au 31/12/2013 (K€)
<b>Produits d'exploitation</b>	<b>369 248</b>	<b>371 638</b>
Subventions d'exploitation	342 154	341 442
<i>dotation du Sénat</i>	311 628	311 578
<i>dotation du Jardin</i>	11 957	12 007
<i>dotation du Musée</i>		
<i>dotation Public Sénat</i>	18 569	17 857
Cotisations des caisses des retraites et de sécurité sociale	10 316	10 912
Autres produits d'exploitation	16 778	19 284

## 6.3 Charges d'exploitation

Rubriques et postes	Sénat au 31/12/2014 (K€)	Sénat au 31/12/2013 (K€)
<b>Achats et autres charges externes</b>	<b>34 671</b>	<b>36 334</b>
Achats	6 398	6 721
<i>fournitures</i>	1 899	2 141
<i>eau, électricité, gaz, chauffage urbain</i>	2 382	2 708
<i>travaux d'impression</i>	451	682
<i>abonnements revues, ouvrages</i>	930	458
<i>achats de matériel divers</i>	425	451
<i>matériel NTIC</i>	209	193
<i>autres achats</i>	101	88
Services extérieurs	13 787	14 765
<i>maintenance</i>	5 986	6 241
<i>sous-traitance générale</i>	2 591	2 722
<i>entretiens biens immobiliers</i>	1 195	1 470
<i>locations immobilières</i>	1 544	1 567
<i>documentation</i>	239	738
<i>entretiens biens mobiliers</i>	742	544
<i>locations mobilières</i>	447	586
<i>organisation de formations</i>	501	407
<i>assurances</i>	269	220
<i>divers</i>	272	270
Autres services extérieurs	14 486	14 847
<i>frais hors missions</i>	5 680	5 662
<i>postes et télécoms</i>	3 696	3 942
<i>communication</i>	740	753
<i>frais missions</i>	1 549	1 612
<i>honoraires</i>	1 828	1 864
<i>réceptions</i>	925	980
<i>divers</i>	68	34

Rubriques et postes	Sénat au 31/12/2014 (K€)	Sénat au 31/12/2013 (K€)
<b>Indemnité parlementaire et traitements</b>	<b>141 164</b>	<b>143 183</b>
Indemnités des Sénateurs	30 813	30 961
Traitements du personnel titulaire et stagiaire	104 267	106 353
Rémunération du personnel contractuel	6 084	5 869

Rubriques et postes	Sénat au 31/12/2014 en K€	Sénat au 31/12/2013 en K€
<b>Autres charges liées à l'exercice du mandat parlementaire</b>	<b>105 334</b>	<b>102 415</b>
Subvention versée à l'AGAS	65 865	62 558
Indemnité représentative de frais de mandat	27 010	27 404
Indemnité de fonctionnement des groupes politiques	10 573	10 604
Autres frais	1 886	1 849

#### 6.4 Produits financiers et charges financières

Rubriques et postes	Sénat au 31/12/2014 (K€)	Sénat au 31/12/2013 (K€)
<b>Produits financiers</b>	<b>336 829</b>	<b>402 059</b>
Produits des actifs immobilisés	26 718	26 142
<i>revenus des fonds investis</i>	24 525	23 777
<i>revenus des fonds prêtés</i>	2 194	2 365
Revenus des valeurs mobilières de placement	3	3
Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement	160	269
Revenus des autres produits financiers	4 985	4 585
Produits nets sur cession d'immobilisations financières	295 454	334 798
Reprises sur amortissements et provisions	9 510	36 262

Rubriques et postes	Sénat au 31/12/2014 (K€)	Sénat au 31/12/2013 (K€)
<b>Charges financières</b>	<b>289 848</b>	<b>317 699</b>
Charges d'intérêts	34	46
Autres charges financières		
Valeur comptable des éléments d'actifs cédés	281 433	312 169
Dotations aux provisions - charges financières	8 381	5 483

### 6.5 Produits exceptionnels et charges exceptionnelles

Rubriques et postes	Sénat au 31/12/2014 (K€)	Sénat au 31/12/2013 (K€)
<b>Produits exceptionnels</b>	<b>471</b>	<b>632</b>
Produits sur opérations de gestion	26	57
Autres produits exceptionnels	446	575
Reprises sur amortissements et provisions		

Il est enregistré un produit exceptionnel (418 K€) au titre de l'exercice 2014 résultant du reversement au budget du Sénat des disponibilités détenues au 31 décembre 2013 par les groupes interparlementaires d'amitiés.

Rubriques et postes	Sénat au 31/12/2014 (K€)	Sénat au 31/12/2013 (K€)
<b>Charges exceptionnelles</b>	<b>-144</b>	<b>72</b>
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	-175	-43
Autres charges exceptionnelles	31	115
Dotations aux provisions - charges financières		

Le montant négatif de 175 K€ résulte du reclassement de charges à payer extournées au 1<sup>er</sup> janvier 2014 en provisions pour risques à la clôture de l'exercice (cf. 5.8)

## 7 Informations complémentaires

### 7.1 *Engagements de pension et de retraite et engagements assimilés*

Ainsi que précisé dans la note 2 « Règles et méthodes comptables », le Sénat n'applique pas la méthode préférentielle en matière d'engagements de retraite et avantages similaires. Aucune provision n'est donc inscrite au bilan à ce titre et seule une information en annexe est donnée.

Les engagements du Sénat sont des régimes à prestations définies gérés directement ou à travers les Caisses des Retraites et les Caisses de Sécurité Sociale. Leur détail est le suivant :

- Sénateurs :
  - régime de retraite qui assure le versement d'une pension aux Sénateurs, dont le montant est fonction des annuités de cotisations pour la partie correspondant au régime de base et aux points acquis pour la partie complémentaire ;
  - régime d'assurance « maladie-maternité-décès » maintenu aux Sénateurs retraités qui couvre les régimes de santé (de base et complémentaire) ainsi que le régime d'allocation funéraire. Il est tenu compte dans l'évaluation actuarielle des recettes issues des cotisations versées par les retraités.
- Personnel du Sénat :
  - régime de retraite qui assure le versement d'une pension aux membres du personnel du Sénat, dont le montant est fonction de l'ancienneté et du salaire ;
  - régime « Congé spécial » qui constitue une modalité particulière de cessation d'activité ;
  - régime de l'indemnité versée au moment du départ en retraite des membres du personnel du Sénat ;
  - régime d'assurance « maladie-maternité-décès » maintenu au personnel retraité qui couvre les régimes de santé (de base et complémentaire) ainsi que le régime d'allocation funéraire. Il est tenu compte dans l'évaluation actuarielle des recettes issues des cotisations versées par les retraités.

L'ensemble des régimes décrits ci-dessus ont été évalués par des actuaires indépendants, conformément aux préconisations de la Recommandation n° 2003-R.01 modifiée de l'ANC sur les retraites.

Les différentes hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

	31/12/2014	31/12/2013
Taux d'actualisation :		
- des régimes de retraite et d'assurance maladie-maternité-décès des retraités	2,00%	3,45%
- de l'indemnité de départ en retraite	1,75%	3,20%
- du congé spécial	1,00%	2,50%
Table	tables INSEE 2007-2009 TPGHF 05	tables INSEE 2007-2009 TPGHF 05
Taux de rotation du personnel	0%	0%
Taux d'augmentation de la consommation médicale des retraités (effet âge et effet dérive des coûts)	3%	entre 6% et 7,8%
Taux d'augmentation des salaires	Variable selon l'ancienneté	entre 1,8% et 3,3%
Taux de renouvellement du mandat des Sénateurs	entre 100% et 85% avant 55 ans ; entre 83% et 55% de 55 à 65 ans ; entre 52% et 0 % au-delà de 65 ans	entre 100% et 85% avant 55 ans ; entre 83% et 55% de 55 à 65 ans ; entre 52% et 0 % au-delà de 65 ans

Les taux d'actualisation retenus par le Sénat correspondent aux taux des obligations d'entreprises de 1<sup>ère</sup> catégorie selon la durée des engagements évalués, conformément à la Recommandation n° 2003-R.01 modifiée de l'ANC sur les retraites.

Au 31 décembre 2014, l'ensemble des engagements de retraite et avantages similaires du Sénat s'élève à 3 286 922 K€ d'euros, contre 2 556 455 K€ d'euros au 31 décembre 2013. Le détail par régime figure dans le tableau ci-après.

K€	31/12/2014	31/12/2013
<b>Sénateurs</b>		
Retraite	834 288	695 429
Assurance « maladie-maternité-décès »	123 528	99 613
<b>Total</b>	<b>957 816</b>	<b>795 042</b>
<b>Personnel du Sénat</b>		
Retraite	1 937 330	1 484 535
Congé spécial	23 300	20 968
Indemnité de départ en retraite	12 958	11 749
Assurance « maladie-maternité-décès »	355 518	244 161
<b>Total</b>	<b>2 329 106</b>	<b>1 761 413</b>
<b>Total engagements de retraite et avantages similaires</b>	<b>3 286 922</b>	<b>2 556 455</b>

Les variations des engagements s'expliquent de la façon suivante :

K€	CRAS	CRPS	CSSS	CSSPS	IDR	Congé spécial	Total
Valeur totale des engagements au 1er janvier 2014	695 429	1 484 535	99 613	244 161	11 749	20 968	2 556 455
Coût des services rendus	22 044	23 496	3 984	6 826	580	771	57 701
Coût financier	23 444	50 460	3 369	8 312	351	480	86 416
(Gain)/Perte actuarielle	121 794	419 663	18 998	100 347	936	4 813	666 551
Cotisations versées par les Sénateurs et le personnel	4 017	4 722	1 502	2 329	0	0	12 570
Modifications de plan	-318	0	0	0	0	0	-318
Prestations versées	-32 122	-45 546	-3 938	-6 458	-658	-3 732	-92 454
<b>Valeur totale de l'engagement au 31 décembre 2014</b>	<b>834 288</b>	<b>1 937 330</b>	<b>123 528</b>	<b>355 518</b>	<b>12 958</b>	<b>23 300</b>	<b>3 286 922</b>

Les pertes actuarielles, d'un montant de 667 millions d'euros, s'expliquent principalement par la baisse du taux d'actualisation des engagements applicables aux prestations de retraites, qui sont passés de 3,45 % à 2,00 %.

La sensibilité au taux d'actualisation des engagements de retraite portés par la CRAS et la CRPS est estimée, pour une augmentation de 10 points de base (0,10 %), à 41 millions d'euros et, pour une diminution de 10 points de base (0,10 %), à 66 millions d'euros.

## 7.2 Effectifs

	Effectifs au 31/12/2014	Effectifs au 31/12/2013
Sénateurs (1)	347	348
<b>Total</b>	<b>348</b>	<b>348</b>

(1) Effectif total théorique de 348 sièges dont un vacant au 31 décembre 2014 (Haute-Loire).

	Effectifs au 31/12/2014	Effectifs au 31/12/2013
Personnels du Sénat	1 178	1 200
Contractuels	79	78
<b>Total</b>	<b>1 257</b>	<b>1 278</b>

Parmi ces personnels, le nombre de mises à disposition auprès d'organismes extérieurs au Sénat s'élève à 5. En sus les personnels en détachement s'élèvent à 17.

	Effectifs au 31/12/2014	Effectifs au 31/12/2013
Sénateurs pensionnés (stricto sensu)	683	621
Personnels retraités (stricto sensu)	935	899
<b>Total</b>	<b>1 618</b>	<b>1 520</b>

	Effectifs au 31/12/2014	Effectifs au 31/12/2013
Bénéficiaires Caisse de Sécurité sociale des Sénateurs (assurés, ayants droit)	1 058	948
Bénéficiaires Caisse de Sécurité sociale des Personnels (assurés, ayants droit)	3 366	3 280
<b>Total</b>	<b>4 424</b>	<b>4 228</b>

### ***7.3 Avantages accordés à des organismes extérieurs***

Outre la subvention versée pour son fonctionnement, le Sénat met 8 personnels des services à la disposition de l'Association pour la Gestion des Assistants des Sénateurs (AGAS), ainsi que des locaux loués dont la quote-part est évaluée à 120 K€.

### ***7.4 Autres informations***

Au 31 décembre 2014, le capital restant à appeler au titre des engagements de la Caisse des Retraites des Anciens Sénateurs et de la Caisse des Retraites du Personnel du Sénat envers des Fonds Communs de Placement à Risque (FCPR) et Fonds Professionnels de Capital Investissement (FPCI) s'élève à 41 529 K€.

Les prêts accordés, à l'exception des prêts d'équipement des sénateurs, sont couverts par une assurance ou par une inscription hypothécaire. Dans ce cadre, les encours de prêts garantis par une hypothèque représentent un montant global de 2 516 K€ à la clôture de l'exercice.

Les droits à la formation accumulés par le personnel du Sénat s'élèvent au 31 décembre 2014 à 82.067 heures contre 62.917 heures au 31 décembre 2013.